

CONGO

LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 3544 - MERCREDI 31 JUILLET 2019

## BACCALAURÉAT GÉNÉRAL 2019

La Sangha en tête avec plus de 42%  
du taux de réussite

Le jury a rendu publics hier les résultats officiels du baccalauréat général session 2019. Le département de la Sangha est en tête avec un taux de réussite de 42,01% suivi de la Cuvette 37,97%.

Cette année, sur 74309 inscrits dont 73054 présents, 22240 candidats ont été déclarés admis dans les différentes séries sur l'ensemble du territoire national. Un pourcentage légèrement en hausse, 30,44% contre 27,97% l'année dernière. [Page 5](#)



## AGRICULTURE

Améliorer la productivité  
des coopératives

Un atelier s'est ouvert le 30 juillet à Brazzaville sur l'entrepreneuriat coopératif agricole et le droit africain des sociétés coopératives. D'une durée de deux jours, cette formation vise, entre autres, à renforcer les

capacités des participants, permettre à ces derniers d'échanger les expériences et les bonnes pratiques de gestion des sociétés coopératives. « Il s'agit de lancer les bases d'un vaste mouvement de l'entrepreneu-

riat coopératif et établir les passerelles d'une coopération articulée entre différents secteurs », a expliqué le ministre de l'Agriculture et de l'Élevage, Henri Djombo, à l'ouverture de la formation. [Page 3](#)

## PÉNURIE DE CARBURANT

## Les pompistes dictent la loi



La capitale congolaise vit, depuis quelque temps, au rythme des pénuries de carburant. Aucune déclaration officielle de la part des responsables en charge du secteur. Bien que quelques véhicules de livraison des produits pétroliers pourvoient certains points de vente, les longues files d'attente ne désespèrent pas. [Page 3](#)

## COUPE DE LA CAF

Etoile du Congo  
affronte Pyramids FC  
en match aller  
du premier tour

Pour sa première sortie en Coupe africaine de la confédération, Etoile du Congo croiera le 9 août en terre égyptienne les Pyramids FC, qui découvrent pour la première fois une compétition continentale. De son côté, As Otoho, autre représentant congolais en Ligue africaine des champions, qui attend connaître sa date d'entrée en compétition, se prépare à croiser les Sud-africains de Mamelodi Sundowns. [Page 16](#)

## ÉDITORIAL

## L'or encore ...

[Page 2](#)



## ÉDITORIAL

## L'or encore ...

L'or encore, l'or toujours ! Perçu il n'y a pas si longtemps comme un capital peu attirant en raison de la réduction de ses cours sur les marchés mondiaux, le métal jaune est redevenu ces dernières années l'une des principales sinon même la principale valeur refuge de l'économie mondiale. Ce dont témoigne l'augmentation continue des stocks que conservent dans leurs coffres-forts les banques centrales de nombreux pays - 8.133 tonnes aux Etats-Unis, 3.369 tonnes en Allemagne, 2.436 tonnes en France, 2.168 tonnes en Russie, 1.885 tonnes en Chine etc. -, mais aussi l'attention de plus en plus grande que lui portent les pays dits « émergents ».

Si le prix de l'or sur les marchés mondiaux a été multiplié par cinq en vingt ans comme le note la Banque Centrale Européenne dans une note rendue publique en fin de semaine dernière, c'est bien parce que les lignes bougent sérieusement dans le champ éminemment stratégique de la monnaie. C'est aussi, probablement, parce que dans le même temps l'inquiétude grandit sur les cinq continents concernant les risques de crise économique de grande ampleur que pourrait provoquer l'affrontement de plus en plus clair qui oppose les grandes puissances comme la Chine et les Etats-Unis. L'Histoire, la grande Histoire ayant démontré à maintes reprises que la meilleure manière de se protéger contre une telle dérive est bien de détenir des tonnes de ce métal jaune qui, depuis la nuit des temps, est tout à la fois une armure et une arme, la tentation devient forte pour les nations de l'accumuler.

Dans le moment très particulier que nous vivons, nous Africains, où la mise en valeur par nous-mêmes des immenses ressources naturelles que renferme notre continent générera un essor économique sans précédent, il n'est certainement pas trop tôt pour réfléchir à la donnée essentielle que constitue la possession de réserves du métal jaune. Sinon dans le cadre des banques centrales nationales, du moins dans celui des banques centrales régionales qui ont aujourd'hui les moyens de rapatrier tout ou partie des stocks accumulés dans les coffres de quelques grandes nations de l'hémisphère nord.

Encore une fois et quitte à se répéter, mieux vaut anticiper les événements que d'en subir les conséquences inévitables.

Les Dépêches de Brazzaville

## PARLEMENT

## Les députés autorisent la création de l'Agence nationale de sécurité et des systèmes d'information

**Dès que cette structure sera créée, elle assurera, pour le compte de l'Etat, le contrôle et le suivi des activités liées à la sécurité des systèmes d'information et des réseaux de communication électronique**

L'Assemblée nationale a approuvé le 30 juillet, après des débats passionnants, le projet de loi portant création de l'Agence nationale de sécurité et des systèmes d'information (ANSSI). En effet, les interventions des députés Denis Christel Sassou-N'Gusso, Constant Féréold Ngassakys et Thierry Hobié ont quelque peu mis à mal le ministre de la Communication et des Médias, Thierry Lézin Mougalla, qui défendait ce texte devant la chambre basse du Parlement. Ces élus du peuple se sont notamment demandés s'il ne fallait pas renforcer les missions et prérogatives de l'Agence de régulation des postes et des communications électroniques (Arpce). Ceci à une période où le pays est en programme avec le Fonds monétaire international (FMI) pendant trois ans.

Il a fallu donc l'intervention du président du groupe parlementaire PCT et alliés, Jean-Jaurès Ondelé, et du président de l'Assemblée nationale, Isidore Mvouba, qui ont tous évoqué la nécessité de voter cette loi, ainsi que les arguments « peu convaincants » du ministre pour que le texte soit approuvé. Garantissant la protection du cyberspace, l'ANSSI a, entre autres, missions d'assurer le suivi des activités liées à la cryptologie, réalisées par les organismes publics et privés sur le territoire national. Elle aura aussi pour missions de gérer les incidents de sécurité des systèmes d'information ; suivre l'exécution des plans et des programmes relatifs à la sécurité informatique ; assurer la coordination entre les intervenants dans ce domaine. Il s'agira également de délivrer les agréments aux organismes de sécurité des systèmes d'information et de délivrer les autorisations spécifiques aux prestataires des services de sécurisation des transactions électroniques, ainsi que de prononcer des sanctions administratives.

Les députés ont, par ailleurs, adopté la loi relative à la protection des données à caractère personnel. L'objectif est d'asseoir un environnement juridique

et institutionnel offrant une protection efficace des libertés et droits fondamentaux des personnes physiques, notamment de leur vie privée, à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

## Une dizaine de nouvelles affaires reçues

Alors que les premières affaires inscrites à l'ordre du jour de la session peinent à être examinées, l'Assemblée nationale a enregistré en cours de session, une dizaine de nouveaux projets de lois émanant du gouvernement. Il s'agit, entre autres, des projets de loi portant orientation de l'action sociale ; création de l'Institut national de recherche en sciences de l'ingénieur, innovation et technologie ; création d'un établissement public à caractère administratif dénommé Fonds de développement de l'Enseignement supérieur. Les députés devraient également se prononcer sur le projet de loi d'orientation sur la performance de l'action publique ; le projet portant création de l'Agence de développement des très petites, petites et moyennes entreprises. Les autres affaires concernent la ratification de l'accord du 2<sup>e</sup> financement additionnel du projet Lisungi-système de filets sociaux entre la République du Congo et l'Association internationale de développement ; les textes sur le cadre budgétaire à moyen terme 2020-2022 ; le projet de loi relatif à la vidéo protection sur les aéroports et aérodromes.

Dans le secteur du tourisme, trois textes sont soumis à l'approbation des députés. Parmi ceux-ci, on peut citer le projet de loi portant création de la société congolaise d'ingénierie touristique ; le projet de loi portant transformation de l'Office de promotion de l'industrie touristique en un établissement public à caractère industriel et commercial.

Il s'agit donc d'une véritable course contre la montre pour les élus de la chambre basse du Parlement indexés par leurs collègues du Sénat d'autant plus que l'Assemblée nationale est souvent saisie en premier sur la plupart des dossiers. « Nos amis du Sénat nous font souvent des reproches du fait que nous trainons les dossiers », a rappelé, en guise d'exhortation, Isidore Mvouba.

Parfait Wilfried Douniama

**LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE** Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo  
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Directeur en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion  
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Jean Kodila  
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia  
Service International : Nestor N'Gampoula

(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys  
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika  
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service),

## LES DÉPÊCHES DU BASIN DU CONGO :

Quentin Loubou (Coordination), Durlly Emilia Gankama

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhét N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Commercial : Mélaïne Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikomat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).  
Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali  
Coordonnateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa,  
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi  
Culture : Nioni Masela  
Sports : Martin Enyimo  
Comptabilité et administration : Lukombo  
Caisse : Blandine Kapinga  
Distribution et vente : Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa

Gombé/Kinshasa - RDC -  
Tél. (+243) 015 166 200

## MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)  
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

## INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndingidi.

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Chef de service : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs :  
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso  
Personnel et paie :  
Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga  
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna  
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré  
Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama  
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto  
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani  
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelélé Ngonu

## TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

## INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila  
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi  
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo  
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

## DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse  
Assistante : Marlaine Angombo

## IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo  
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi  
Gestion des stocks : Elvy Bombete  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Gusso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo  
Tél. : (+242) 05 629 1317  
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

## INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Gusso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.  
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepechesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Gusso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /  
Tél. : 06 700 09 00 /  
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault



## PÉNURIE DE CARBURANT

## Les pompistes exigent des pots de vin avant de servir

**Brazzaville, capitale du Congo, vit depuis quelque temps la pénurie de carburant. Aucune déclaration officielle de la part des responsables en charge du secteur.**

Si pour certains, la pénurie vécue au mois de juin semblait être imputée à la collusion de deux trains marchandises, au village Ngondji, près de Pointe-Noire, celle que vivent actuellement les Brazzavillois demeure inexplicable. En effet, bien que quelques véhicules de livraison des produits pétroliers procèdent à des livraisons dans certaines stations-services, les longues files d'attente ne désemplissent guère. Une situation qui laisse interrogateurs les automobilistes souvent obligés de passer des heures d'attente pour espérer pourvoir leur réservoir d'un peu de carburant et circuler pendant un petit moment.



Des taxis en fil d'attente du carburant à Brazzaville; DR

Dans le même temps, les langues se délient. Selon les observateurs et au regard de ce que vivent au quotidien la plupart des conducteurs, il ressort de tous que cette pénurie relève en partie des pompistes qui, disent-ils, créent la surenchère afin de se faire des poches. Taxés d'être de mèche avec les « Khadaffi » (vendeurs occasionnels et de contrebande), les pompistes exigent et même imposent,

pendant la période de rareté du carburant, le paiement des sommes allant de 1000 à 3000 FCFA en fonction de la quantité demandée par le client.

**Soudoyer pour être servi**  
« Pour un bidon de 25 litres d'essence, il m'a fallu verser un pourboire de 2000 FCFA au pompiste qui me l'a imposé avant même de me servir », nous a confié un chauffeur de taxi rencontré dans un point de

vente au centre-ville.  
« Les agents de l'ordre qui sont postés dans la plupart sont parfois à l'origine de ces magouilles. Ils introduisent, moyennant quelque chose, certains chauffeurs non alignés au détriment de ceux qui, parfois, font la queue des heures durant », précise un autre chauffeur visiblement embarrassé.

Selon de nombreux témoignages recueillis auprès des chauffeurs qui se disent abu-

sés par les comportements des pompistes, ces derniers attendent les soirs pour faire la loi. Le dernier cas en date de l'attitude des pompistes est celui vécu par un automobiliste, en date du 29 juillet, aux environs de 19 heures, toujours au centre-ville. Une jeune dame de service imposait à tout acheteur de carburant (Gasoil ou essence), le paiement d'une somme supplémentaire avant de se faire servir. « Bidon ou réservoir, na za na posa ya mbongo », disait-elle sans gêne. Ce qui se traduit par : « Que tu aies le bidon où ta voiture, j'ai besoin d'argent ». Sans doute en complicité avec son chef de vente terré quant à lui dans son bureau, celle-ci ne cessait de faire des va-et-vient vers son supérieur pour, certainement avoir son avis sur des cas où il lui semblait difficile d'exiger la rançon.

Les Dépêches de Brazzaville

## DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

## Les acteurs invités à œuvrer en coopérative

**Le ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, Henri Djombo, a émis ce souhait le 30 juillet à Brazzaville, à l'ouverture de l'atelier de renforcement des capacités sur l'entrepreneuriat coopératif agricole et droit des sociétés coopératives dans l'espace Ohada.**

L'atelier réunit environ soixante-dix participants venus de plusieurs ministères et autres institutions publiques. Pendant quatre jours, ils vont échanger leurs expériences et pratiques dans la gestion des sociétés coopératives. Il s'agira, en effet, d'appréhender le cadre légal pour la constitution et le fonctionnement des sociétés coopératives dans l'espace de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (Ohada).



Le ministre Henri Djombo (au milieu) à l'ouverture des travaux Photo Adiac

L'objectif étant de promouvoir le développement des sociétés coopératives agricoles, à travers le renfor-

d'une meilleure appropriation de l'Acte uniforme lié au droit des sociétés coopératives. Ouvrant les travaux, le ministre de tutelle a invité les participants à bien assimiler les enseignements dispensés pour une meilleure productivité du secteur coopératif. « L'atelier qui s'ouvre ce jour concerne les acteurs regroupés en associations, groupements coopératifs et sociétés coopératives, ainsi que les partenaires financiers, de la santé, de l'habitat, du commerce et de l'arti-

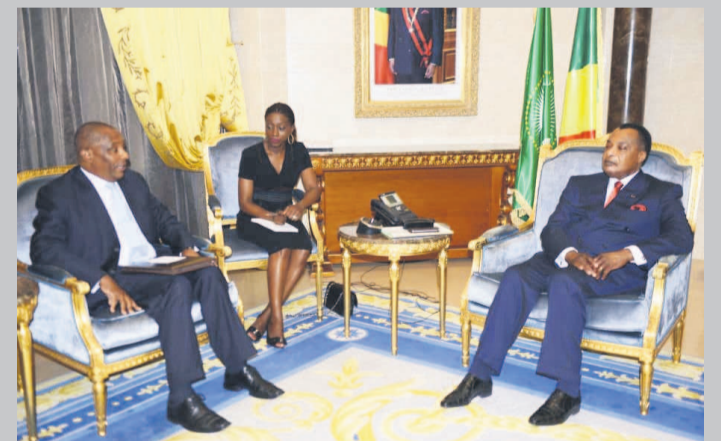
sanat. Il s'agit de lancer les bases d'un vaste mouvement de l'entrepreneuriat coopératif et établir les passerelles d'une coopération articulée entre différents secteurs », a indiqué Henri Djombo.

Pour sa part, le directeur général de

## GRANDS LACS

## Le secrétaire exécutif reçu par le président Denis Sassou N'Guesso

**Le chef de l'Etat congolais, président en exercice de la Conférence internationale sur la région des Grands lacs (Cigrj), a échangé, le 30 juillet à Brazzaville, avec le secrétaire exécutif de cette institution régionale, Zachary Muburi-Muita.**



Le président Denis Sassou N'Guesso échangeant avec le secrétaire exécutif de la Cigrj Zachary Muburi-Muita

« Nous nous sommes félicités de la transition démocratique en République démocratique du Congo (RDC), des accords conclus entre les rebelles et le gouvernement au Sud-Soudan, la même chose pour la République centrafricaine. Il y a aussi les discussions entre le conseil militaire et l'opposition à Khartoum au Soudan », a-t-il déclaré.

Les deux personnalités ont aussi parlé de l'épidémie de la fièvre hémorragique à virus Ebola qui sévit à l'Est de la RDC et de l'engagement des Etats membres à prendre les problèmes du continent en main.

Le chef de l'Etat congolais a, en outre, reçu le ministre équato-guinéen des Affaires étrangères, Siméon Oyono Esono, qui lui a transmis un message écrit de son homologue Obiang Nguema Mbazogo.

Selon le chef de la diplomatie équato-guinéenne, les deux parties s'apprentent à tenir leur commission mixte de coopération.

La Rédaction

Gloria Imelda Lossele  
(stagiaire)





**C O S U M A F**

COMMISSION DE SURVEILLANCE  
DU MARCHÉ FINANCIER  
DE L'AFRIQUE CENTRALE

**APPEL D'OFFRES POUR LA RÉALISATION ET LE DÉPLOIEMENT DE  
L'APPLICATION WEB ET MOBILE DE LA COMMISSION DE  
SURVEILLANCE DU MARCHÉ FINANCIER DE L'AFRIQUE  
CENTRALE N° 001-719/PDT/CAB/COM**

La Commission de Surveillance du Marché Financier de l'Afrique Centrale lance un appel d'offres pour la réalisation et le déploiement d'une application web (site) et mobile.

**A- Eligibilité**

Etre une entreprise de droit de l'un des six pays de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), spécialisée dans l'édition, le déploiement et le développement d'applications web et mobile.

**B- Dossier administratif**

Il devra comporter les pièces suivantes :

- Un registre de commerce
- Une carte de contribuable
- Une attestation de non faillite
- Une certification d'imposition au régime fiscal
- Une attestation de domiciliation bancaire
- Un plan de localisation
- Une attestation de non redevance
- Une attestation de soumission à l'organisme de sécurité sociale de l'Etat de la CEMAC correspondant

**C- L'offre technique**

Elle comporte au moins les rubriques suivantes :

- Une plaquette d'entreprise
- Un portfolio de références dans le domaine demandé (avec copies de bons de commande, PV de réception, etc.) datant des derniers mois précédant le présent appel d'offres
- La liste des profils et CV de l'équipe envisagée du projet envisagé
- Le calendrier de réalisation du projet
- La description succincte ; une démonstration serait un plus.

**D- L'offre financière**

Elle comporte:

- Le détail de la facturation
- Le prix total HT et TTC

**E- Acquisition des TDR de l'appel d'offres**

Les termes de référence (TDR) du présent Appel d'offres sont disponibles de lundi à vendredi, de 9 heures à 14 heures à l'accueil dans les locaux de la COSUMAF sis *Rue « 9 Etages », Libreville, Gabon*. Ou par mail à la demande à l'adresse électronique:

*f.bimogo@cosumaf.org*

**F- Choix de la meilleure offre**

Le choix de la meilleure offre sera déterminé au travers de la grille d'évaluation contenue dans les TDR de l'Appel.

**G- Date limite et lieu de dépôt des dossiers**

Les offres rédigées en français, en anglais, en espagnol ou en arabe doivent être déposées au siège de la COSUMAF, ou via mail à l'adresse mail ci-mentionnée contre décharge ou accusé de réception au plus tard le **05/09/2019** à 15h30mn ; décharge, cachet postal, heure de réception de mail ou équivalent faisant foi. Toutefois, les offres libellées en espagnol ou en arabe devront avoir une version traduite en français ou en anglais. L'enveloppe sous pli fermé contenant l'offre devra porter la mention :

**« Appel d'offres pour la réalisation et le déploiement de l'application web et mobile de la Commission de Surveillance du Marché Financier de l'Afrique Centrale ».**

Fait à Libreville, le 03 juillet 2019

**(é) L'Ambassadeur Nagoum YAMASSOUM  
Le Président**



## EXAMENS D'ÉTAT 2019

## Le département de la Sangha premier au baccalauréat général

La localité a réalisé 42,01% de taux de réussite se plaçant en tête des douze départements du pays même si la circonscription scolaire de Luanda-Cabinda a totalisé 93,83%. De façon globale, on note 22240 admis sur les 73054 candidats ayant passé l'examen.

Le jury du baccalauréat général, session 2019, a rendu le verdict le 30 juillet à Brazzaville. « 74309 inscrits, 73054 présents, 22240 admis. Soit un pourcentage de 30,44% de taux de réussite », a fait savoir le Pr Dieudonné Tsokini, président du jury. Le taux de réussite de cette année 30,44% est légèrement en hausse comparativement à celui de l'année passée qui était de 27,97%, soit une différence de 2,48%.

#### Classement par département

- 1- Sangha : 42,01%
- 2- Cuvette : 37,97%

- 3- Plateaux : 37,52%
- 4- Bouenza : 36,73%
- 5- Niari : 32,72%
- 6- Cuvette-Ouest : 30,21%
- 7- Brazzaville : 29,25%
- 8- Pool : 27,51%
- 9- Likouala : 27,49%
- 10- Pointe-Noire : 27,29%
- 11- Kouilou : 23,24%
- 12- Lekoumou : 21,48%

Sur les 22240 admis au baccalauréat, seuls trois ont réalisé la mention "Très bien". Pour les autres, il y a eu 125 mentions "Bien", 2722 mentions "Assez bien" et 18933 mentions "Passable". Comme l'indique le classement par département, Brazzaville et Pointe-Noire n'ont pas pu sortir la



Le jury lors de la délibération

tête de l'eau en occupant respectivement la septième et la dixième place. Le départe-

ment du Pool a fait mieux que Pointe-Noire et le Kouilou. Autant dire les épreuves

s'y sont passées dans la quiétude, la paix étant restaurée.

**Rominique Makaya**

# IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO



LEADER DANS L'IMPRESSION PRESSE OFFSET AU CONGO



+242 06 951 0773

+242 05 629 1317



imp.bc@adiac-congo.com

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso  
Brazzaville - République du Congo





## EDUCATION

# Les enseignants satisfaits de l'apprentissage du braille

**Les pédagogues choisis pour l'enseignement spécialisé à l'école inclusive de Kintélé, dans la banlieue nord de Brazzaville, ont indiqué le 30 juillet qu'ils sont déterminés à dispenser des enseignements dans le langage des signes au titre de l'année scolaire prochaine, lors d'une interview inclusive accordée au journal Les Dépêches de Brazzaville**

Ils ont montré leur volonté de connaître cette écriture lors des séances pratiques du braille au cours des épreuves de dictée, de l'écriture et bien d'autres, deux semaines après le lancement officiel de la formation sur les techniques pédagogiques de l'éducation inclusive et sur les spécificités du handicap visuel à l'école inclusive. En effet, l'apprenant Guy Edgard Makindi a expliqué que les enseignements sur le braille lui permettront d'avoir un brassage d'élèves. Les enseignants, poursuit-il, doivent enlever l'idée de



Les enseignants en formation (Adiac)

négliger les invalides qui éprouvent les difficultés d'intégrer la société. « La formation m'a apporté un plus dans la profession parce qu'elle me permet de côtoyer au quotidien différentes catégories d'élèves », a-t-il indiqué. Estelle Osseté a renchéri que

le braille lui a permis de passer d'un monde à un autre, ajoutant que la formation la pousse à développer les stratégies afin de maîtriser les élèves en s'adaptant à leur comportement. L'inspecteur de l'enseignement primaire, chef de la circonscription scolaire Ouenzé

1, José Banzouzi, également facilitateur de la formation sur le module de la pédagogie, a expliqué que son rôle a été de ramener l'enseignant à une bonne conscience.

Les enseignements ont été axés sur la pédagogie, l'élaboration des fiches qui occupent une place essentielle

dans l'enseignement. A cet effet, poursuit-il, il insistera également sur l'élaboration des objectifs opérationnels parce qu'il n'est pas permis à un enseignant de dispenser le cours sans sa fiche. « La particularité de cette formation est aussi de marteler sur l'utilisation des fiches qui fait partie du respect du code de déontologie de l'éthique professionnelle afin que l'enseignant se sente à l'aise au lieu d'attendre les sanctions », a-t-il dit.

Notons que l'enseignant spécialisé des déficients visuels, Théophile Biantoussa a rappelé l'importance du dépistage du handicap chez un enfant en vue de sa scolarisation. Le formateur du ministère de l'Enseignement, Grégoire Diassouka a, par contre, souligné l'importance de l'école inclusive afin de ne pas laisser en marge les personnes vivant avec handicap.

**Lydie Gisèle Oko**

## PARTENARIAT

## Les associations Jeunes leaders congolais et Tyac Académie du Bénin signent une convention

**En séjour de travail en Afrique de l'ouest où il a été invité au Bénin, au Ghana et en Côte-d'Ivoire, le président de l'association Jeunes leaders congolais (JLC), Marcellin Mounzeo-Ngoyo, a signé un protocole d'accord avec l'ONG Tyac Académie, représentée par son promoteur Ghislain Mpedi.**

La convention signée par les deux parties leur permettra de définir la mise en œuvre d'un partenariat très étroit d'une durée indéterminée dans plusieurs domaines. Ce partenariat porte sur la recherche de l'innovation, la capitalisation des connaissances et leur diffusion, la réalisation d'études et d'expertises, la normalisation, la réglementation technique, la méthodologie, la certification des diplômes et des produits, l'élaboration d'un corpus commun de méthode et de procédures... De même, la valorisation et la réussite conjointe des projets au programme : (projet Tyac, projet numérisation, projet centre d'enseignement d'écriture général, projet agropastoral espoir-jeune), la répartition des bénéfices, la mise en œuvre de l'initiative panafricaine « l'Afrique aux Africains » figurent dans ce partenariat.

La signature de cette convention s'inscrit résolument dans une volonté de proposer une

**Des attestations de bourse remises aux meilleurs**



Lors de la signature de la convention entre les associations JLC et Tyac Académie du Bénin

réponse graduée et adaptée aux besoins de la jeunesse africaine en particulier et des États africains en général. Par cette initiative, les deux parties souhaitent répondre à une triple exigence : éduquer-former-gouverner.

Bien auparavant, les deux associations ont procédé à la cérémonie de remise d'attestation de bourse organisée à Cotonou par Tyac Académie sous le patronage du président Marcellin Mounzeo-Ngoyo, venu du Congo Brazzaville, invité spé-

cial de cette cérémonie. Le projet a porté sur des thèmes liés à l'éducation, avec des axes déployés vers les filières techniques et professionnelles. Les diplômes de cette institution sont reconnus par l'État et consignés par le ministère des Enseignements du Bénin.

Dédié aux formations des filières techniques avec pour volets formations techniques et formations professionnelles, le projet Cesac-Tyac issu d'un protocole d'accord entre le CPGSI-Cesac et l'ONG-Tyac Académie, est lancé depuis l'année scolaire 2018-2019 en République du Bénin, sous l'autorisation du ministère de la Décentralisation et de la Gouvernance locale, du 25 janvier 2019 et des Enseignements secondaires et de la Formation technique et professionnels sous autorisation du 26 août 2002 et du 30 septembre 1988. L'occasion était toute indiquée pour le président des JLC de lancer le plus grand projet panafricain dénommé : « L'Afrique aux Africains » éduquer-former-gouverner. Pour Marcellin Mounzeo-Ngoyo, il est temps pour l'Afrique de prendre son destin en mains.

Pour rappel, l'association Jeunes leaders congolais, est créée en 2015 en République du Congo. Partenaire du ministère de la Jeunesse et de l'Éducation civique, cette association a pour objectifs de : contribuer à l'éducation et à la formation des jeunes par la création et la gestion des projets générateurs de revenus ; œuvrer pour l'éveil du leadership africain et l'employabilité de la jeunesse. Elle œuvre efficacement pour la lutte contre les antivaleurs, l'égoïsme, l'ethnocentrisme, pour faire place à l'esprit patriotique en partenariat avec l'association « Les Patriotes » présidée par Andrea Carole Sassou Nguesso, et la Commission diocésaine pour la pastorale de l'enfance et de la jeunesse, coordonnée par l'abbé Urgel Éric Babika, ... Elle est présente en Afrique du sud, en Afrique de l'ouest, en Chine et aux USA.

Profitant de son séjour ouest-africain, Marcellin Mounzeo-Ngoyo a fait la promotion de son ouvrage intitulé : « Je connais mon pays » préfacé par Béline Ayessa, directrice générale du Mémorial Pierre Savorgnan de Brazza.

**Bruno Okokana**



## G5 SAHEL

# Le général Pascal Facon prend le commandement de la force Barkhane

**Le nouveau commandant de la force française Barkhane remplace son compatriote, le général Frédéric Blachon, dont la mission s'achève officiellement le 1er août 2019, après un an de service.**

L'annonce a été faite par la ministre des Armées, Florence Parly, via Twitter. «Le général Blachon quitte aujourd'hui le commandement de Barkhane. Je le remercie pour son engagement à la tête de la plus grande opération extérieure française.

Le général Facon qui lui succède, a toute ma confiance pour continuer cette indispensable mission», a-t-elle écrit. Le général Pascal Facon aura à faire face notamment à une situation marquée par les tensions interethniques dans le centre du Mali et dans le nord du Burkina Faso, à l'application des accords de paix d'Alger, signés par les autorités maliennes et les groupes armés sécessionnistes de l'Azawad [nord du Mali], ainsi que les difficultés de la Force du G5 Sahel, laquelle peine à mon-

ter en puissance en raison du retard dans le déblocage des fonds promis.

Le général Pascal Facon, officier des Troupes de Marine passé par l'École spéciale militaire [ESM] de Saint-Cyr, est un fin connaisseur de l'Afrique pour y avoir été engagé à maintes reprises au cours de sa carrière. Ainsi, il a commandé le 43e Bataillon d'Infanterie de Marine [BIMa] d'Abidjan, servi au 5e Régiment Interarmes d'outre-Mer [RIAOM] à Djibouti et participé à l'opération RESTORE HOPE/ONUSOM en



Somalie. Il a également servi au Mali en qualité de directeur des études au sein de l'école de maintien de la paix de Koulikoro, dans le cadre de l'assistance militaire technique, en 2003, puis en tant qu'assistant militaire du com-

mandant de l'opération Serval. Enfin, il a assuré le commandement des Éléments français au Sénégal pendant deux années, avant d'être nommé directeur du CDEC en 2017.

**Noël Ndong**

## ENVIRONNEMENT

## Pour l'année 2019, l'humanité a déjà épuisé les ressources de la terre

**La planète vit à crédit depuis le lundi 29 juillet. Les ressources naturelles que la terre produit annuellement ont été épuisées, en seulement sept mois.**

Au fil des années, le jour du dépassement ne cesse d'arriver plus tôt. L'année passée, il s'agissait du 1er août, il y a 20 ans, c'était le 23 septembre. En seulement sept mois, nous, humains, avons utilisé la totalité des ressources que la terre peut produire en un an. Ce « jour du dépassement » est calculé, depuis les années 1970, par l'ONG Global Footprint Network.

### Comment repousser la date du « jour de dépassement » ?

«Nous n'avons qu'une seule planète terre. On ne peut pas utiliser 1,75 planète chaque année sans s'attendre à des conséquences destructives», prévient Mathis Wackernagel, le fondateur de l'ONG.

Pour ramener le jour du dépassement au 31 décembre, il existe plusieurs solutions à la portée de tous. - Le « principal levier d'actions concerne nos émis-

sions de gaz à effet de serre qui représentent 60 % de notre empreinte écologique mondiale», fait valoir le Fonds mondial pour la nature (WWF). «En diminuant les émissions de CO2 de 50 %, nous pourrions gagner quatre-vingt-treize jours dans l'année, soit faire reculer le «jour du dépassement» au mois d'octobre», estime le WWF. - La part de l'Homme dans le réchauffement climatique: « En divisant par deux la consommation de protéines animales, nous pourrions repousser la date du «jour de dépassement» de quinze jours par an», toujours selon l'ONG. - La viande est nocive pour la planète : « En divisant le gaspillage alimentaire par deux, on gagnerait 10 jours », poursuit WWF. - Le gaspillage alimentaire pèse lourd sur le changement climatique, symbole de la surconsommation humaine

Le dépassement intervient lorsque les humains outrepassent les capacités de régénération de l'écosystème naturel. L'ONG américaine, Global Footprint Network le calcule depuis 2003, pour démontrer que la consommation humaine ne cesse de croître, alors que les richesses de la planète s'amointrissent. La date du dépassement de cette année prouve qu'il faudrait 1,75 terre pour subvenir aux besoins de la population humaine. Si la planète entière vivait de la même manière que les Américains, cinq planètes nous seraient nécessaires pour vivre de façon durable.

### Comment faire reculer le «jour du dépassement» ?

- 50% de réduction des émissions de CO2 = recul de quatre-vingt-treize jours / an, -50% de consommation de protéines animales = recul de quinze jours / an, -50% de gaspillage alimentaire = recul de dix jours / an.

**N.Nd.**

## L'UA salue la décision du roi Mohammed VI du Maroc de rejoindre le bloc panafricain

**La Commission de l'Union africaine (UA) a salué lundi la décision du roi du Maroc, Mohammed VI, de rejoindre les 55 pays membres de cette institution panafricaine.**

Kwesi Quartey, vice-président de la Commission de l'UA, a tenu ces propos dans son hommage au roi Mohammed VI du Maroc, dont ce mardi a marqué le 20ème anniversaire de son accession au trône en juillet 1999, alors qu'il était âgé de 35 ans, suite à la mort de son père Hassan II qui a régné sur le pays pendant près de trente-huit ans.

Le Maroc avait quitté depuis plus de trente ans l'Organisation de l'unité africaine (OUA), ancêtre de l'UA, mais ce pays a changé il y a quelques années sa position à l'égard de l'UA, ramenant à nouveau l'adhésion à ce bloc en haut de son ordre du jour.

Ce pays d'Afrique du Nord a rejoint le bloc panafricain le 31 juillet 2017, à l'issue du 28ème sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'UA tenu à Addis-Abeba, capitale de l'Éthiopie.

## NÉCROLOGIE

La Chambre nationale des notaires du Congo porte à la connaissance des Notaires, de la grande famille judiciaire, des usagers de droit, des amis et connaissances que les obsèques de maître Henriette Arlette Lucie Galiba, Notaire à Brazzaville, auront lieu ce vendredi 2 août 2019 à Ouagadougou, au Burkina-Faso.

Ladite Chambre s'incline devant la mémoire de l'illustre disparue et réitère ses condoléances les plus attristées à sa famille biologique.



M. Toussaint Edgard Ibara, agent des Dépêches de Brazzaville, et famille ont la profonde douleur d'annoncer aux parents amis et connaissances le décès de leur mère, tante, soeur et grand-mère, Isabelle Issongo kiba, le 27 juillet 2019, au Centre hospitalier et universitaire de Brazzaville à la suite d'une longue maladie.

La veillée mortuaire se tient au n°34 de la rue Niari, à Talangaï. Ref: arrêt de bus Jardin.

La date des obsèques sera communiquée ultérieurement.





## CRIMINALITÉ FAUNIQUE

## L'Afrique centrale peaufine les stratégies de riposte

Trois ateliers se sont ouverts, le 29 juillet à Brazzaville, à l'occasion desquels les experts vont élaborer des stratégies communes de lutte contre l'exploitation et le commerce illégitime des produits fauniques au sein des Etats membres de Commission des forêts d'Afrique centrale (Comifac).

Une trentaine d'experts venus du Gabon, de la RDC, du Cameroun, de la Guinée équatoriale, du Tchad et du Congo-Brazzaville, participent à trois réunions spéciales, toutes consacrées à la problématique de la criminalité faunique organisée. Ces réunions, ouvertes par la ministre de l'Economie forestière, Rosalie Matondo, se tiennent sur trois jours. Le premier jour, les techniciens ont participé à un atelier de formation, organisé à l'endroit des agents d'application de la loi sur la faune.

Le deuxième jour, ils prendront part à une autre réunion des directeurs de la faune d'Afrique centrale, avant de clôturer la série par l'atelier de sensibili-



sation à la mise en œuvre de la stratégie commune africaine de lutte contre l'exploitation et le trafic illégitime des produits fauniques d'Afrique centrale.

Au cours de ces ateliers, les professionnels de la faune et de la flore vont étudier puis concevoir des stratégies plus efficaces pour contraindre aussi bien le braconnage, la

commercialisation des espèces fauniques emblématiques, intégralement protégées, que le trafic d'autres ressources naturelles issues des forêts sous-régionales.

« La problématique majeure qui sera évoquée lors de ces ateliers est la gestion durable des ressources naturelles, notamment la faune et la flore

sauvage. Le braconnage sera largement évoqué lors de ces ateliers qui ont pour objectif de renforcer la coopération inter-Etats. Car étant transfrontalière et bien organisée, aucun pays n'est à mesure de la combattre individuellement. Ainsi, tous les pays doivent coopérer afin de faire face à tous les réseaux

mafieux », a souligné Bonaventure Ebayi, un expert en la matière.

Ouvrant les travaux, la ministre de tutelle a appelé à une solidarité transfrontalière forte afin de compromettre la montée fulgurante de la criminalité faunique dans l'espace Comifac.

« Nombreux pays africains servent de transit dans l'exploitation et le commerce illégitime des produits de la faune et de la flore sauvage d'Afrique, tel que le Congo, dont le port de Pointe-Noire constitue une plaque tournante. Le dernier fait est le passage récemment, par notre pays, de six tonnes d'ivoire en provenance du port de Matadi, en RDC, pour le Vietnam. Les espèces fauniques phares comme l'éléphant, le rhinocéros, le léopard et des grands singes en paient le plus lourd tribut », s'est indigné Rosalie Matondo. Ces réunions organisées, avec l'appui de l'Union européenne et de plusieurs agences de lutte contre braconnage, se clôturent ce 31 juillet.

Firmin Oyé

# AFRIKAN CAMPUS

We will make you love learn and apply

## FORMATIONS SUR MESURE

**Valoriser  
votre marque  
employeur  
à travers  
la formation !**

**Employeur, votre marque attire les meilleurs collaborateurs !**

La formation est un atout pour développer votre marque en adaptant votre stratégie RH pour attirer et fidéliser les meilleurs talents.

Pour vos futurs collaborateurs et vos collaborateurs actuels l'AFRIKAN CAMPUS vous accompagne pour transformer votre entreprise en organisation apprenante et performante à travers des formations sur mesures et une méthodologie pour attirer, engager et retenir vos talents à travers la formation.



*Votre réussite est notre succès  
Afrikan Campus team leader*





Des forfaits décalés pour  
**APPELER TOUS  
LES RÉSEAUX**

Publicis AG Partners



**MASOLO XL**

LE RESEAU DES SMARTPHONES

**\*121\*1\*2#**



## Le Soudan du Sud invité à accélérer le processus de mise en œuvre de l'accord de paix

**Trois pays occidentaux ont appelé mardi les parties sud-soudanaises au conflit à redoubler d'efforts pour mettre pleinement en œuvre le processus de paix à moins de quatre mois de la nouvelle échéance pour la fin de la période pré-transitionnelle.**

Les membres de la troïka, qui comprend le Royaume-Uni, la Norvège et les États-Unis, ont déclaré que bien qu'il y ait des progrès, le manque d'élan pour mettre pleinement en œuvre l'accord de paix pourrait menacer la formation réussie du gouvernement de transition et les perspectives pour le processus de paix.

«Nous appelons les parties à redoubler d'efforts pour résoudre les questions les plus pressantes encore en suspens, dont la mise en œuvre des réformes de sécurité convenues, par la mobilisation du soutien nécessaire», a déclaré la

troïka dans un communiqué commun publié à Juba.

Les signataires du fragile accord de paix du 3 mai sont convenus de prolonger de six mois la formation du gouvernement de transition à la suite de retards dans la mise en œuvre du pacte sur des questions de sécurité non résolues.

Les pays étrangers ont réaffirmé leur attachement au processus de paix au Soudan du Sud conduit sous l'égide de l'Autorité intergouvernementale pour le développement et à la paix durable que le peuple du Soudan du Sud mérite.

Ils ont déclaré que la baisse significative de la violence politique et la présence de nombreux hommes politiques de l'opposition à Juba sont des améliorations bienvenues.

Toutefois, la troïka a averti qu'à moins de quatre mois de la nouvelle date limite pour

la fin de la période pré-transitionnelle, le temps presse.

La troïka a soutenu les appels lancés par la région et la société civile du Soudan du Sud en préconisant des échanges réguliers entre le président Salva Kiir et le chef de l'opposition Riek Machar. Les pays étrangers ont déclaré que des discussions ciblées sur des tâches en suspens sont essentielles pour progresser vers la formation du gouvernement de transition revitalisé d'union nationale, qui établira les bases d'une gouvernance commune efficace.

Selon la troïka, des élections crédibles au Soudan du Sud en 2022 sont une autre étape importante et elle note que pour que le processus de paix reste crédible, il est important que les parties démontrent leur engagement en faveur de la paix et respectent les assurances qu'elles ont données en mai.

## L'Égypte et la Jordanie appellent à la reprise des pourparlers de paix israélo-palestiniens

**Le président égyptien Abdel-Fattah Al-Sissi et le roi Abdallah II de Jordanie ont souligné lundi l'importance de reprendre les pourparlers de paix israélo-palestiniens.**

Les deux dirigeants ont tenu ces propos à l'occasion de leur rencontre au Caire, capitale de l'Égypte, a déclaré le porte-parole présidentiel égyptien Basam Radi dans un communiqué de presse. Le roi Abdallah II est arrivé au Caire plus tôt dans la

journee pour une visite officielle visant à s'entretenir avec M. Al-Sissi. Lors de cette rencontre, les deux dirigeants ont réaffirmé l'intensification de leurs efforts pour relancer les pourparlers de paix israélo-palestiniens en accord avec les résolutions internationales et avec l'initiative de paix arabe, et sur la base d'une solution à deux États prévoyant un État palestinien suivant les frontières de 1967 et ayant Jérusalem-Est pour capitale. Le dernier round de pourparlers de paix entre les

Palestiniens et Israël, organisés sous la médiation des États-Unis, a duré neuf mois avant d'échouer en avril 2014 sans être parvenu à une avancée significative.

Une initiative de paix arabe, présentée sous l'égide de l'Arabie saoudite, a appelé Israël à se retirer entièrement des territoires palestiniens que l'État hébreu occupe depuis 1967, en échange d'une normalisation de ses relations avec le monde arabe, mais cette initiative a été rejetée par Israël.

### DJIBOUTI/DÉCENTRALISATION

## Les collectivités territoriales vont désormais gérer leurs budgets et recettes fiscales

**Les collectivités territoriales djiboutiennes vont désormais gérer leurs budgets et leurs recettes fiscales dans le cadre du processus de décentralisation en cours, a-t-on appris lundi auprès du secrétariat d'Etat djiboutien chargé de la Décentralisation (SED).**

Un séminaire de quatre jours sur l'élaboration et l'exécution du budget des collectivités locales, dernière étape avant la mise en œuvre de ce processus, a réuni ce même jour l'ensemble des élus régionaux, selon un communiqué du SED.

Cette formation vise à approfondir les connaissances des élus régionaux en matière de spécificités budgétaires, et développer une meilleure appréhension des processus de budgétisation.

Le ministre djiboutien du Budget, Abdoukarim Aden Cher, qui a

présidé les travaux de lancement du séminaire, a indiqué qu'élaborer un budget pour une collectivité territoriale nécessite en premier lieu la maîtrise du processus d'élaboration du budget et de son fonctionnement.

«L'organisation de ce séminaire est une nouvelle étape qui constitue la suite logique de nombreuses actions que le pays a entreprises et mises en œuvre pour appuyer le processus de décentralisation dans une optique de pérennisation des financements de

nos collectivités locales», a-t-il fait savoir.

Dix ans après son avènement à Djibouti, la décentralisation a pris en 2016 un réel élan dans le pays avec la création d'un ministère délégué à la Décentralisation pour se donner les moyens de mettre en œuvre les bonnes pratiques de la décentralisation à un rythme efficient.

Après le transfert de certaines compétences aux régions, le gouvernement a fait franchir un palier supplémentaire à la politique de décentralisation avec la Loi de finances 2017 portant sur le transfert au profit des collectivités locales de la taxe foncière sur les propriétés bâties et non bâties.

## La Guinée et la BM signent deux accords de financement de 80 millions de dollars

**La Banque mondiale (BM) et la Guinée ont signé lundi deux accords de financement pour un montant de 80 millions de dollars destinés à appuyer le développement du pays.**

Les accords ont été paraphés par le vice-président pour l'Afrique de la BM, Hafez Ghanem, actuellement en visite de travail en Guinée, et la ministre du Plan et de la Coopération internationale, Kanny Diallo.

Pour un montant de plus de 50 millions de dollars, le premier accord vise essentiellement à renforcer les capacités des acteurs dans le domaine de l'éducation, notamment du préscolaire, afin de réussir l'accès à l'éducation pour tous.

Le second accord pour un montant de 30 millions de dollars est orienté vers le renforcement des capacités des petites et moyennes entreprises (PME), génératrices

de revenus et créatrices d'emplois pour les jeunes et les femmes du pays.

Le portefeuille actuel de la BM en Guinée comprend vingt-quatre projets et programmes de développement, dont seize projets nationaux pour une enveloppe totale estimée à près d'un milliard de dollars. Par ailleurs, entre 2016-2019, le groupe de la Banque mondiale a approuvé un financement total de 591 millions de dollars pour accompagner la Guinée dans son élan de développement.

Le reste du programme indicatif entre la BM et la Guinée, prévu d'ici 2020, va apporter un financement de plus de 340 millions de dollars en faveur de six projets.

### MAROC

## La croissance économique à 3 % en 2018, selon sa banque centrale

**L'économie marocaine a enregistré un taux de croissance de 3 % en 2018, impactée en particulier par la lente reprise des secteurs non agricoles, a annoncé lundi le gouverneur de la Banque centrale du Maroc, Abdellatif Jouahri.**

En présentant devant le roi Mohammed VI le rapport annuel de la banque centrale sur la situation économique, monétaire et financière au titre de l'exercice 2018, M. Jouahri a affirmé que le taux de chômage a reculé à 9,8 %, tout en restant élevé parmi les jeunes, notamment citadins. Au niveau des équilibres macroéconomiques, il a précisé que la consolidation budgétaire a connu un certain ralentissement et le déficit s'est accentué à 3,7 % du PIB. En parallèle, le déficit du compte courant s'est aggravé à 5,5 % du PIB, malgré la poursuite d'une performance notable des exportations, a-t-il poursuivi. En outre, les afflux d'investissements directs étrangers ont atteint près de cinq milliards de dollars et les réserves internationales nettes se sont établies à un niveau équivalent à un peu plus de cinq mois d'importations de biens et services, a-t-il ajouté, notant que dans ce contexte, l'inflation a affiché une accélération à 1,9 %, tirée en grande partie par le renchérisse-

ment des produits alimentaires à prix volatils.

Selon le gouverneur de la Banque centrale, l'année 2018 a été marquée par le lancement du processus de flexibilisation graduelle du régime de change qui a pour principal objectif de renforcer la résilience de l'économie nationale face aux chocs externes et de soutenir sa compétitivité. D'après lui, la performance de l'économie nationale reste insuffisante pour répondre aux attentes sociales croissantes. À cet effet, la remise du Maroc sur un sentier de croissance plus élevé requiert la poursuite des réformes avec toutefois une plus grande exigence en termes d'efficacité et de rendement et une meilleure prise en compte des mutations de l'environnement international.

Ainsi, il est impératif que la politique publique inscrive parmi ses priorités la création d'un environnement propice au développement de l'entreprise marocaine et au renforcement de sa compétitivité, a-t-il recommandé. Il est aussi impératif, selon M. Jouahri, d'accélérer la mise en œuvre de la réforme du système de l'éducation et de la formation, qui a souffert des calculs politiques, à un moment où les exigences du marché du travail sont de plus en plus élevées.

Xinhua



## BRÈVES

## Niger

Le pays va se doter d'une zone franche industrielle d'exportation pour stimuler la croissance économique et réduire la pauvreté. Cette zone peut engendrer des retombées positives dont, entre autres, la création d'emplois, la captation des investissements directs étrangers et la promotion du Niger comme destination d'investissements. Le Niger entend ainsi devenir plus attractif et, par ricochet, accroître son confort économique. En effet, la création de cette zone offre d'innombrables opportunités économiques tant pour le pays que pour les investisseurs. Celle-ci étant définie comme un espace délimité dans un territoire sur lequel l'Etat confère certains avantages fiscaux aux entreprises qui s'y installent.

## Afrique de l'ouest

Le président de la République indienne, Ram Nath Kovind, a entamé depuis dimanche, une tournée d'une semaine en Afrique de l'ouest pour renforcer la présence de son pays sur le continent noir. Après le Bénin, le président indien se rendra en Gambie et en Guinée. En 2015, lors du Sommet Inde-Afrique organisé à New-Delhi, les autorités indiennes avaient annoncé l'intention de dynamiser les relations avec l'ensemble du continent, notamment à travers l'attribution de cinquante mille bourses pour l'accueil d'étudiants africains et l'accroissement du réseau de cours à distance établi depuis 2009. Sur les dix-huit nouvelles ambassades que prévoit d'ouvrir le pays en Afrique, sept se trouvent dans la région occidentale, signe d'une réorientation des investissements indiens vers la région.

## BAD

Le président de la Banque africaine de développement (BAD), Akinwumi Adesina a appelé, lors d'une table ronde organisée à l'occasion du Forum de l'entrepreneuriat de la Fondation Tony Elumelu (TEF) à Abuja, au Nigeria, la communauté des entreprises africaines à investir des capitaux dans la jeunesse africaine. Il a proposé l'établissement de banques dédiées à l'entrepreneuriat et l'investissement des jeunes pour répondre aux besoins croissants et urgents des jeunes entrepreneurs. En effet, la banque a approuvé 7,5 millions de dollars destinés à financer les organisations de soutien aux entreprises. La Stratégie pour l'emploi des jeunes en Afrique du programme d'entrepreneuriat de la Fondation TEF vise à aider les pays africains à créer vingt-cinq millions d'emplois et à autonomiser cinquante millions de jeunes d'ici à 2025.

## Gabon

Le gouvernement annonce la création d'un guichet unique pour faciliter l'investissement étranger. Le but est d'alléger les lourdeurs administratives. Aussi s'est-il rapproché de l'entreprise Olam –le plus gros investisseur hors-pétrole du pays- au vu de son implantation mondiale, afin que celle-ci aide à attirer d'autres investisseurs étrangers dans le pays au travers de son carnet d'adresses. En plus de la multinationale agro-alimentaire singapourienne qui représente plus de 80% des investissements étrangers au Gabon, la rencontre entre gouvernement et investisseurs se poursuivra avec les

responsables des entreprises implantées à la zone économique à régime privilégié de Nkok tout au long de la semaine.

## CEEAC

La Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale(CEEAC) a, entre autres, adopté, lors de la deuxième réunion des ministres du comité de pilotage de la réforme institutionnelle, un code de passation des marchés et des règles de gestion communautaires. Ce nouvel instrument de gouvernance qui participe de la révision du règlement financier de la communauté vise à encadrer le processus de passation des marchés au sein des organes et institutions de la sous-région. Cela permettra également le renforcement des principes budgétaires nécessaires à la bonne gouvernance financière, et aux Etats de disposer de nouveaux instruments réglementaires sous-régionaux qui vont renforcer l'intégration, le climat des affaires et harmoniser le cadre général des politiques publiques dans la CEEAC.

## Maroc

Le royaume chérifien célèbre -de manière modeste- vingt ans de règne de son souverain, Mohammed VI, arrivé sur le trône en juillet 1999, suite au décès de son père, Hassan II. En deux décennies, le pays s'est profondément transformé, enregistrant de nombreux succès sur le plan économique, mais doit également surmonter plusieurs défis sociaux. En vingt ans, le Maroc a réduit son taux de chômage de plus de 50%, mais la situation des jeunes et les inégalités entre pôles urbains et zones rurales restent à des niveaux importants. Le pays a réalisé, en cette période, l'un des plus denses réseaux autoroutiers du continent, de 1831 kilomètres, construit dix-neuf aéroports internationaux et la station solaire Noor de Ouarzazate- qui sera à terme l'une des plus grandes au monde avec l'américaine Solar star. Le TGV marocain, le « Boraq » est le premier d'Afrique et le moins cher au plan mondial.

## Cameroun

Le pays entreprend la digitalisation de 130 000 titres fonciers et 480 000 parcelles du domaine national et public dans quatre villes pilotes que sont Douala, Yaoundé, Garoua et Maroua. Les résultats déjà obtenus se rapportent, entre autres, à l'implantation de 2 974 points géodésiques déterminés en coordonnées, ainsi que la numérisation de 198 510 dossiers techniques du cadastre. Il est également prévu un audit des dépendances du domaine public et le renforcement du cadre législatif pour remédier à l'occupation anarchique et frauduleuse, aux détournements des biens mobiliers relevant du domaine public et des constructions dans des zones inappropriées. Les actions engagées aux plans institutionnel et technique ont abouti à l'ouverture en 2012 de six conservations spéciales en plus de celles existantes dans les 58 chefs-lieux de département, ainsi que la transcription manuelle et numérique de 520 livres fonciers et volumes.

Josiane Mambou Loukoula

## FESTIBRAZZA

La 4<sup>e</sup> édition tenue sous le signe de la diversité et de la créativité artistique

**Festival de la mixité, FestiBrazza, s'est tenu du 26 au 29 juillet à Brazzaville sur le thème de la diversité musicale, théâtrale, et des performances. Mettant le talent juvénile en avant, les célébrations ont vibré au rythme des conférences débats, concerts, danses, théâtres, humour, slam, activités sportives et bien d'autres.**

Organisée par la jeune association Kirikou événements (AKE) Congo, sous le patronage de AKE France, la première journée de FestiBrazza s'est ouverte par deux échanges autour de deux thèmes clés : « La dot est-elle un frein au mariage ? » et « L'occident est-il (toujours) un eldorado pour la jeunesse africaine ? L'Afrique, Eldorado du 21<sup>e</sup> siècle ? ». Des sujets alléchants qui ont animé des opinions croisées pendant environ 4h 00. La particularité de ces échanges était la libre expression car chaque participant a pu exposer tant ses aspirations que ses mécontentements et craintes. A en croire Anicet Kounougous, adjoint au maire à Saint-Orens (métropole de Toulouse) et Audrey Bapounga, directrice AKE Congo, le but de ces échanges était d'aller puiser les désirs de ces jeunes à travers leurs propres vécus et ressentis. «



*Nous sommes disposés à écouter la jeunesse et savoir comment nous pourrions les aider. Nous ne pouvons qu'être satisfaits de la fluidité de cette rencontre où la jeunesse brazzavilloise s'est entièrement dévoilée avec faste », a déclaré Magloire Sitou, promoteur et responsable AKE France ainsi que du festival.*

Après le débat, de nombreux brazzavillois ont investi l'esplanade de

Le public assistant au concert de jeunes artistes lors de la deuxième journée de FestiBrazza la Préfecture, le lendemain, de 17h à tard dans la nuit, pour se divertir au rythme des musiques et danses modernes, du théâtre, de l'humour et du slam.

Dans une atmosphère festive et conviviale, plus de quarante-cinq artistes et groupes culturels ont défilé tour à tour sur la scène pour partager de leur savoir-faire. Au nombre de ceux-ci figuraient de jeunes artistes

tels que Kenio, Gabriella, Zone Money, Mala Boy, Armée street (dance), etc. Talents en herbe, pour la plupart, ça été l'occasion de se faire connaître au grand public.

Par ailleurs, FestiBrazza était également un défilé de mode orchestré par la jeune styliste Fifi création et le styliste Judhel. Dans la même ambiance, FestiBrazza s'est clôturé le 29 juillet par un show sportif. A cette

occasion, en dehors de la marche et des exercices collectifs, toutes les femmes présentes se sont exhibées en jouant au nzango.

Le festi'Brazza, en lien avec le Festi'couleurs de Toulouse, est une manifestation culturelle et sociale qui promeut depuis 2014 la diversité et les échanges entre les jeunes de Brazzaville et ceux de Toulouse par la parole et le talent. Engagée dans la lutte contre les discriminations, Association Kirikou événements (AKE), communauté organisatrice du festival, sensibilise aux cultures d'ailleurs, rassemble différentes origines dans une ambiance festive et valorise l'art et la culture de divers horizons. En outre, AKE collecte des dons, afin de faire vivre dans un avenir proche, une salle de spectacle dédiée à la mixité et à la richesse des peuples.

Satisfait de la 4<sup>e</sup> édition de FestiBrazza, les organisateurs ont souligné que pour la prochaine édition en 2020, le Festival Rio Loco s'invitera à Brazzaville pour apporter encore plus de chaleur à cette célébration autour du partage et de la bonne humeur. Rio Loco est un festival annuel de musique du monde placé sous le signe de la diversité culturelle, au cœur de Toulouse, en France.

Merveille Atipo (stagiaire)



## ENJEUX POLITIQUES

## Le FCC et le Cach officialisent leur accord de gouvernance commune

Les deux plateformes politiques sont parvenues, le 29 juillet, à s'accorder sur la mise en place du prochain gouvernement qui comprendra soixante-cinq membres dont quarante-huit ministres et dix-sept vice-ministres.

Après environ sept mois de tractations, les négociateurs du Front commun pour le Congo (FCC) et du Cap pour le changement (Cach) sont finalement parvenus à un accord qui donne les grandes orientations quant à leur manière de gouverner le pays.

C'est tard dans la soirée, du 29 juillet, que les deux parties ont livré, par voie de presse, les contours de cet accord de gouvernance commune. La mise en place du prochain gouvernement est donc une question d'heures étant entendu que tous les différends ont été aplanis. Il en découle que le gouvernement Inlukamba, dont on attend la publication, comprendra soixante-cinq membres dont quarante-huit ministres et dix-sept vice-ministres. Le Cach disposera

de vingt-trois postes tandis que le FCC, au nom de sa majorité numérique, s'adjugera de quarante-deux portefeuilles restants. Si aucune indication n'a été donnée au partage des responsabilités entre les deux parties, il est à noter que cet accord de gouvernement prévoit, néanmoins, des « principes devant guider le Premier ministre dans la formation futur gouvernement suivant un programme commun de gouvernement Cach-FCC ».

En outre, cet accord s'articule autour de quatre points

principaux qui en constituent le fondement, à savoir, l'effectivité de la coalition FCC-Cach pour gouverner ensemble, l'adoption d'un programme commun de gouvernement, la mise en place d'un gouvernement de coalition et la mise sur pied d'un comité de suivi de la mise en œuvre d'un accord de suivi de la coalition.

Par ailleurs, comme l'a annoncé Jean Marc Kabund qui a conduit la délégation de Cach à ces négociations, cette coalition aura comme

objectif des « réformes institutionnelles et des politiques visant à mener à l'amélioration des conditions de vie de la population » et notamment dans « la création des conditions propices à une croissance économique forte et durable », mais aussi dans la consolidation « de la démocratie et la bonne gouvernance en luttant contre la corruption ».

La coalition a également annoncé « des réformes institutionnelles ainsi que des politiques publiques propres à créer des conditions propices à une croissance économique forte ».

Alain Diasso

## HOMMAGE

## L'Acofepe et l'UPF honorent la mémoire de la journaliste Solange Lusiku Nsimire

La délégation de l'Association congolaise des femmes journalistes de la presse écrite (Acofepe) et l'Union internationale de la presse francophone (UPF) section RDC, qui séjourne à Bukavu dans la province du Sud-Kivu a, à travers une messe d'action de grâces, honoré la mémoire de la journaliste et éditrice générale du quotidien Le Souverain-Libre paraissant à Bukavu, Mme Solange Lusiku décédée à Kinshasa, le 13 octobre 2018, deux mois après avoir reçu le prix de la bravoure lors de la première édition du trophée Lutay Kanza organisé par l'Acofepe.

La messe qui a eu lieu le dimanche 28 juillet dans la paroisse Saint-Claver, dans la commune d'Ibanda à Bukavu, a été demandée par les deux associations de la presse représentée par Mme Grâce Ngyke Kandangundu, présidente de l'Acofepe, et Mme Dina Buhake, vice-pré-

ler à Dieu. Il a, par ailleurs, exhorté les fidèles de cette paroisse à placer la foi au centre de toute demande que l'on peut formuler à travers la prière «Notre Père». Car selon lui, la prière est un dialogue permanent entre l'homme et Dieu. Dieu donne plus que ce qu'on lui de-

but d'apporter un réconfort moral et physique à la famille biologique de la défunte et à celle professionnelle. Elle a exhorté les membres de la Fondation Solange-Lusiku (Fonsol) à œuvrer dans l'esprit de la continuité de la vision de son initiatrice et à travailler dans l'unité. Mme Ngyke a également promis de travailler en partenariat avec Fonsol afin de pérenniser le combat que menait Solange à travers sa plume dans la défense de la démocratie et de l'égalité de sexe. Pour sa part, la vice-présidente de l'UPF/section RDC, Mme Dina Buhake, a abordé dans le même sens en invitant les membres de Fonsol à poursuivre l'idéologie de l'ex-responsable du Journal le Souverain-Libre qui ne s'était pas limité à sa seule communauté, mais avait beaucoup élargi ses relations au-delà des frontières RD-congolaises. Elle a promis de tout mettre en œuvre pour que la section UPF/RDC soit l'interface entre et le Bureau national de cette structure francophone et la Fonsol. Solange Lusiku Nsimire avait reçu l'année passée le Prix de la bravoure pour son courage dans la rédaction et production de ses nombreux articles de fond, d'analyse et d'enquête sur des sujets liés à la dénonciation des violences faites aux femmes dans une zone fréquemment secouée par de multiples conflits armés, à savoir le Grand-Kivu.

Blandine Lusimana

## COOPÉRATION

## Un rapport jugé « catastrophique » pour la RDC

Le document tant attendu et à la fois redouté doit provenir des services du Fonds monétaire international (FMI) faisant suite ainsi à la mission de quinze jours des experts de cette institution financière internationale à Kinshasa et Lubumbashi. Ce rapport officiel fait état des dépenses publiques hors contrôle et de l'évasion fiscale. Voilà les dossiers brûlants qui risquent de plomber l'opération de charme du pays vis-à-vis du FMI.

La RDC n'a pas caché sa détermination à relancer différents programmes en arrêt avec ses plus gros partenaires traditionnels, dont les institutions de Bretton Woods. L'on se rappelle du premier contact entre le nouveau président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi, et la directrice générale du FMI, Christine Lagarde. Il y a eu une demande verbale RD-congolaise concernant une demande de financement. Quelques semaines après, une mission est arrivée à Kinshasa et à Lubumbashi pour passer en revue l'économie RD-congolaise. Par rapport à la requête de la RDC au sujet d'un appui budgétaire, le FMI devait, avant de se prononcer, évaluer la solvabilité du pays et sa capacité à honorer ses engagements financiers vis-à-vis des institutions de Bretton Woods.

Le 11 juillet, le Conseil d'administration du FMI approuvait un accord d'un montant de 448,6 millions de dollars américains au titre de la facilité élargie de crédit (FEC) en faveur de la RDC. Cet argent permettra de rétablir la stabilité macro-économique et à jeter les bases d'une croissance plus élevée et plus inclusive. Il sera aussi question d'accroître l'efficacité et la transparence de la gestion des ressources publiques, ainsi que de contribuer de manière positive à la stratégie régionale et aux efforts de stabilité de la Communauté économique et moné-

taire d'Afrique centrale. Cependant, autorités RD-congolaises et experts attendaient fiévreusement le rapport officiel qui devrait certainement peser sur la suite du processus engagé auprès des différents partenaires au développement. Livrant quelques impressions sur le rapport officiel qui sera présenté, pour rappel, en fin août 2019, le représentant-résident du FMI en RDC fait état d'une situation plutôt difficile pour le pays. Les dépenses publiques sont hors de contrôle et l'évasion fiscale persiste. Il s'agit de deux fléaux qui conduisent le pays vers la faillite et pousseront à sa non-éligibilité pour un quelconque financement du FMI. À la fin, ce dernier risque de décliner la demande de financement de la RDC.

Pour le FMI, il est indispensable de mettre en application quelques recommandations avant d'envisager la reprise d'un partenariat de financement. Pour l'heure, le pays ne semble pas éligible à un quelconque financement. Comme l'explique la représentation résidente du FMI, le pays génère suffisamment de recettes pour répondre aux besoins du peuple RD-congolais mais l'argent n'est pas utilisé à cette fin. Il est important que les institutions républicaines comme l'Assemblée nationale, organe de contrôle du gouvernement de la République, joue pleinement leur rôle.

Laurent Essolomua



Retrouvailles entre l'Acofepe, l'UPF et la Fonsol

sidente de l'UPF. Cette célébration eucharistique a connu la présence du mari de la défunte, M. Dieudonné Boroto, de leurs sept enfants et de quelques professionnels des médias du Sud-Kivu. Dans son homélie, l'officiant du jour, le père provincial de la congrégation des Jésuites de la paroisse Sacré Cœur basée à Kinshasa, José Minaku, s'est appesanti sur la prière de demande à formu-

mande, a-t-il conclu. Selon l'Acofepe, Solange Lusiku s'était démarquée par son travail en consacrant toute sa plume à la défense des droits de l'homme, de l'égalité de sexe, du leadership féminin ainsi que de la restauration d'un État de droit dans la partie est de la RDC. La présidente de l'Acofepe a recadré la mission principale de la délégation qui avait pour



## RÉUNION DU PRÉSIDIUM À LUBUMBASHI

## Lamuka plaide pour des réformes institutionnelles

Lors des travaux du présidium qui se sont tenus le 30 juillet à Lubumbashi, les leaders de ce regroupement politique ont remis sur la table la problématique de la victoire de leur coalition aux élections du 30 décembre 2018.

La réunion tant attendue du présidium de la plate-forme Lamuka a bel et bien eu lieu mardi à Lubumbashi. L'occasion pour les quatre leaders de ce regroupement politique encore actifs, en l'occurrence Moïse Katumbi, Martin Fayulu, Adolphe Muzito et Jean Pierre Bemba représenté à cette rencontre par la secrétaire générale du MLC, Eve Bazaïba, d'évaluer leur action par rapport aux objectifs fixés. Les leaders de la plate-forme, qui se sont appuyés sur le rapport de la cellule technique ayant préparé les travaux, sont revenus sur le contentieux électoral ayant entaché, selon eux, les résultats de la présidentielle de décembre 2008 dont ils continuent de revendiquer la victoire. « Lamuka réaffirme sa victoire aux élections du 30 décembre 2018 et continue à dénoncer la fabrication des résultats tels qu'annoncés par la Ceni et entérinés par la Cour constitutionnelle. Lamuka dénonce aussi l'invalidation injuste de ses députés par la Cour constitutionnelle », peut-on lire dans le communiqué final ayant sanctionné les travaux.



Adolphe Muzito, Martin Fayulu, Moïse Katumbi et Eve Bazaïba

Moïse Katumbi et ses amis entendent œuvrer en synergie pour assurer le maintien, contre vents et marée, de Lamuka nonobstant les soubresauts inhérents à l'évolution de toute initiative du genre. L'ancienne coalition électorale muée en regroupement politique réaffirme, par ailleurs, son engagement à œuvrer dans la franche collaboration et la cohésion au sein de la plate-forme afin de poursuivre avec la « noble lutte ». Dans la foulée,

le présidium a pris acte des départs de Freddy Matungulu et Mbussa Nyamwisi ayant fait défection pour rejoindre le camp de l'actuel pouvoir. Lamuka a réitéré sa promesse d'œuvrer pour l'obtention des réformes institutionnelles en RDC pour accroître l'efficacité des institutions dont la plupart se feutrent dans un immobilisme suicidaire en totale inadéquation avec les intérêts du peuple qu'elles sont censées servir. « Lamuka

s'engage à mobiliser le peuple congolais pour la mise en place des réformes institutionnelles nécessaires notamment sur la Cour constitutionnelle, la Commission électorale nationale indépendante, le Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication et Commission nationale des droits de l'Homme (CNDH) », dit le communiqué.

Enfin, au cours de cette réunion, il a été procédé à la passation de pouvoir, à la tête du présidium tournant, entre Moïse Katumbi et Jean

Pierre Bemba représentée par Eve Bazaïba. Le nouveau coordonnateur aura, comme son prédécesseur, un mandat de trois mois. Il sera le porte-parole de ce regroupement politique et le représentera désormais auprès des tiers. Il sera assisté par la cellule politique de Lamuka composée des délégués des membres du présidium de cette plate-forme.

Alain Diasso

## LUTTE CONTRE ÉBOLA

## Poursuite des discussions sur la mise en place d'un plan de riposte commun

En séjour de travail à Goma dans la province du Nord-Kivu, la délégation du secrétariat technique du comité multisectoriel de la riposte contre la maladie à virus Ébola poursuit les discussions avec toutes les parties prenantes impliquées dans la riposte en vue de la mise en place d'un plan commun de riposte pour aboutir à de nouvelles stratégies de lutte.



Désinfection d'un agent de santé dans le cadre de la lutte contre Ébola

Toutes ces rencontres entreprises par la délégation du secrétariat technique du comité multisectoriel de la riposte contre la maladie à virus Ébola visent à renforcer la riposte contre cette épidémie qui a fait le dimanche 28 juillet deux

mille six cent soixante-quatorze cas dont deux mille cinq cent quatre-vingt cas confirmés et quatre-vingt-quatorze probables. Depuis le début de l'épidémie le 1er août 2018, le nombre de dé-

cès rapportés est de de mille sept cent quatre-vingt-dix dont mille six cent quatre-vingt-seize confirmés et quatre-vingt-quatorze probables. Des cas de guérison ont été aussi rapportés. Au

total, sept cent soixante-sept personnes ont été guéries et réintégrées dans la communauté.

Le bulletin quotidien du ministère de la Santé sur la situation épidémiologique de la maladie à virus Ébola renseigne que trois cent vingt et un cas suspects sont en cours d'investigation ; douze nouveaux cas ont été déclarés confirmés dont six à Beni, quatre à Mandima, un à Kalunguta et un à Maseraka. Sur le terrain, les équipes de riposte continuent la poursuite de recherche du cas confirmé dans la zone de santé de Lubero en date du 25 juillet. Il est à signaler aussi que six nouveaux décès de cas confirmés ont été

rapportés.

Depuis le début de la vaccination le 8 août 2018, plus de cent mille sept cents personnes ont été vaccinées. S'agissant de la surveillance aux points d'entrée, depuis le début de l'épidémie, le cumul des voyageurs contrôlés (prise de température) aux points de contrôle sanitaire est de plus près de quatre-vingts millions. À ce jour, un total de quatre-vingts points d'entrée et de points de contrôle sanitaire ont été mis en place dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri afin de protéger les grandes villes du pays et éviter la propagation de l'épidémie dans les pays voisins.

Blandine Lusimana



## CHAN/CAMEROUN 2020

## Les Léopards locaux toujours sans sélectionneur

**Les Léopards de la RDC affronteront les Fauves du Bas-Oubangui de la Centrafrique au mois de septembre dans le cadre de la manche aller du dernier tour des éliminatoires du Championnat d'Afrique des nations (Chan) de football-Cameroun 2020.**

Alors que cette échéance se rapproche à grand pas, force est de constater que rien de consistant n'est encore fait au niveau de la Fédération congolaise de football association (Fécofa) en termes de préparatifs à cette compétition de la CAF destinée à promouvoir les talents locaux. L'équipe en elle-même n'existe pas puisqu'il faut la reconstituer après la débâcle face au Congo/Brazzaville à Kinshasa, dans le cadre des éliminatoires de l'édition 2018 disputée au Maroc. Depuis lors, la sélection na-

tionale/version Chan a volé en éclat à la suite de la dispersion des joueurs dont la plupart ont gagné le vieux continent appâtés par des clubs européens plus huppés financièrement. Plutôt que de préserver les talents locaux existant, la fédération semble ne pas manifester un grand intérêt pour cette sélection manifestement oubliée dans l'échelle de ses priorités. La preuve, c'est que depuis la suspension du coach principal Mwinyi Zahera pour non atteinte des résultats, la fédération ne fait pas montre d'empressement pour lui trouver un successeur à la tête des Léopards/Chan. Moralité : l'équipe manque de sélectionneur alors qu'on est à moins de deux mois de la confrontation avec la Centrafrique. Deux fois vainqueur du tournoi, en 2009 en Côte d'Ivoire



Les Léopards Chan 2006

et en 2016 au Rwanda, la RDC risque de passer à côté de l'objectif si rien de sérieux n'est fait pour passer le cap de la Centrafrique. Présents lors des quatre premières éditions, la RDC n'a pas des raisons de manquer à ce grand rendez-vous sportif continental au regard des talents dont elle regorge au plan national.

À noter que le match aller de cette sixième édition du Chan est programmé pour le week-end du 20, 21 et 22 septembre à Bangui, et le retour le week-end du 18, 19 et 20 octobre à Kinshasa. Il est plus que temps de dénicher le nouvel entraîneur qui succédera à l'actuel coach de Young Africans de la Tanza-

nie et, par ailleurs, sélectionneur adjoint des Léopards A. Il reste que le nouveau promu à ce poste n'aura pas suffisamment de temps pour confectionner une équipe homogène et aguerrie capable de freiner les ambitions des Fauves du Bas-Oubangui centrafricains.

Alain Diasso

## THÉÂTRE

## La comédienne Mindondo a tiré sa révérence

De son vrai nom Solange Ngolomngi, l'artiste comédienne Mindondo a tiré sa révérence le lundi 29 juillet à Kinshasa.



L'artiste comédienne Mindondo

L'information a été rapportée par une source proche de la défunte et confirmée par l'Association nationale du théâtre professionnel et du cinéma du Congo via son président, Ndungi Mambimbi, alias Masumu Debrindet. Ayant disparu des radars des scènes du théâtre depuis un laps de temps, l'artiste Mindondo luttait secrètement contre une maladie dont la teneur n'est connue que d'un cercle restreint. Elle finit par avoir raison de son obstination à s'accrocher à la vie.

La nouvelle est tombée tel un couperet dans le milieu artistique. « Nous venons de perdre une personne très active dans le domaine du théâtre en RDC. La perte de Mindondo est un coup dur pour le théâtre congolais. C'est un grand trou qui vient de se créer au sein de notre association », a déclaré à la presse Masumu Debrindet, le président de la corporation. Presque toutes les réactions recueillies dans le milieu théâtral mettent l'accent sur les qualités tant professionnelles qu'humaines de la défunte réputée non conflictuelle.

Danseuse professionnelle depuis plus de vingt ans au Théâtre national du Congo, Mindondo s'est plutôt distinguée comme artiste comédienne grâce à ses prestations remarquables au sein du groupe Salongo de la Radio Télévision nationale congolaise. Avec ses collègues Lipati, Masasi et autres, ils ont apporté un souffle nouveau au groupe Salongo en révolutionnant, par leur dynamisme, la pratique théâtrale à travers des mises en scène inspirées du vécu quotidien des Kinnois. Une réunion de tous les artistes comédiens a été convoquée juste après l'annonce du décès afin de discuter du programme des funérailles de concert avec la famille de la défunte.

A.D.

## FOOTBALL TRANSFERTS

## Akolo à Amiens, Imbulla à Bruges, Malango au Raja

Le mercato d'été est toutefois mouvementé pour les joueurs de la RDC au lendemain d'une participation pourtant « ratée » à la 32<sup>e</sup> édition de la Coupe d'Afrique des nations.

Le milieu offensif international congolais Chadrac Akolo s'est engagé avec la formation d'Amiens qui s'est maintenue en Ligue 1 française. Il est prêt avec option d'achat par le club allemand de Stuttgart relégué en deuxième division à la fin de la saison dernière. Le joueur formé à Sion en Suisse revient de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) avec les Léopards de la République démocratique du Congo (RDC), écartés de la compétition en huitièmes de finale par les Barea de Madagascar. Il avait déjà repris les entraînements avec Stuttgart, en attendant la finalisation de son contrat avec le club picard avec lequel il a conclu un bail jusqu'en 2023 pour un montant de 3,5 millions d'euros. Parti de Suisse en 2017 en direction d'Allemagne pour 6 millions d'euros, il a marqué six buts en quarante-trois apparitions avec Stuttgart,



Chadrac Akolo signe à Amiens

toutes compétitions confondues.

L'on apprend, par ailleurs, qu'un autre milieu offensif international congolais, Gaël Kakuta, intéresse le FC Metz qui revient en Ligue 1 cette saison. Le joueur formé à Lens a connu une saison difficile avec Rayo Vallecano du reste relégué en D2 espagnole. Kakuta intéresse aussi Amiens où il a évolué en 2017-2018, étant l'un des artisans de son maintien en Ligue 1. Son coéquipier à Rayo, Giannelli Imbulla, qui n'avait pas été retenu par le sélectionneur Florent Ibenge pour disputer la 32<sup>e</sup> Coupe d'Afrique des nations, s'est pour sa part dirigé vers la Belgique, en signant au Club de Bruges.

Convoité par Aston Villa en Angleterre qui était prêt à débours 12 millions de livres, le défenseur central Christian Luyindama a préféré rester à Galatasaray, actuel champion de Turquie qui disputera la Ligue des champions. Selon foot.cd, l'avant-centre Ben Malango Ngita du TP Mazembe est annoncé à Raja de Casablanca au Maroc. Le site sportif relaie, en fait, la presse sportive marocaine. Les deux clubs, indique-t-on, ont trouvé un accord pour un éventuel transfert et le joueur se trouve sur place à Casablanca pour les derniers détails en guise d'un transfert de trois ans. Raja a déjà engagé le milieu offensif Fabrice Lwamba de V.Club.

Martin Engimo



## VIE DES PARTIS

# Victor Foudi exhorte les membres du PCT de Tié-Tié à plus de dynamisme

**Le président fédéral du Parti congolais du travail (PCT) à Pointe-Noire, Victor Foudi, a lancé cet appel à l'occasion des travaux de l'assemblée générale extraordinaire couplée à la session extraordinaire du comité du parti du 3e arrondissement.**

Victor Foudi a rappelé aux membres que la responsabilité de la gestion du parti à la base doit être une source supplémentaire de motivation afin de fédérer tous les membres du comité du parti de l'arrondissement 3 autour des idéaux du PCT. Au moment où s'achèvent les travaux de ces assises, l'orateur a exprimé sa profonde gratitude à chaque participant pour l'implication inconditionnelle de chacun d'eux dans la réussite de ces travaux. «*Je vous exhorte à*

*maintenir le cap car le travail ne fait que commencer. La grande détermination constatée aujourd'hui doit toujours vous caractériser en votre qualité de membre du parti congolais du travail. Aujourd'hui, vous avez fait montre d'une réflexion soutenue, vous avez ainsi montré votre capacité de se mettre au-dessus de vos divergences en vue de promouvoir l'intérêt général du comité du PCT de cet arrondissement. Nous estimons que les équipes du parti sont maintenant au complet et en rangs serrés prêtes pour les batailles futures au niveau des noyaux, cellules et sections*», a-t-il déclaré.

En plus des exemplaires des statuts du parti distribués aux responsables du parti de cet arrondissement, les participants ont aussi adressé une motion de soutien au président du comité central



Vue des membres du parti de l'arrondissement 3 Tié-Tié Adiac

de leur parti et une autre motion de confiance au secrétaire général. Au cours

de ces retrouvailles de nouveaux responsables du PCT dans le troisième arrondisse-

ment ont été présentés aux participants.

**Séverin Ibara**

## PHOTOGRAPHIE PROFESSIONNELLE

## Un métier fragilisé par le numérique

L'avènement du numérique a mis en berne l'activité des professionnels de la photo qui ne font plus de bons rendements.



Le plaisir de se prendre une photo en mode selfie crédit photo ADIAC

La photographie professionnelle qui autrefois a fait le bonheur de ceux qui la pratiquent connaît un déclin à cause de la gratuité, l'instantanéité et le bénéfice immédiat qu'apporte la photographie numérique. Les quelques photographes interrogés dans les quartiers de Pointe-Noire se sont plaints de la baisse de leur activité. Debout dans un couloir du Grand marché, avec son appareil photographique, en attente des clients qui se font de plus en plus rares, Alban a indiqué que le numérique a provoqué une baisse générale des ta-

rifs. Pour Serges Bembé, photographe au Fond Tié-Tié, ce métier est devenu difficile depuis un certain temps. «*La photographie numérique a mis à mal le métier de photographe, entraînant ainsi une concurrence féroce et une baisse drastique de la rentabilité*», a-t-il dit.

Même son de cloche du côté de Boris Nzila qui affirme que les temps sont de plus en plus difficiles. «*Les photographes professionnels qui auparavant gagnaient beaucoup d'argent pour des photos de mariage sont ceux qui sont le plus exposés à cette baisse. Aujourd'hui lorsqu'on essaie d'aborder un client, il vous répond qu'il peut faire une photo avec son téléphone portable*», a signifié le photographe.

Notons que la photographie dans les années 1850 avait remplacé les peintres qui gagnaient leur vie grâce aux portraits de familles. Aujourd'hui, la question que tout le monde se pose est de savoir si la photographie professionnelle va résister face à l'ampleur que prend les téléphones portables à photo numérique.

**Hugues Prosper Mabonzo**

## VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES

PEINTURES

CÉRAMIQUES

MUSIQUE

**Musée du Bassin du Congo**

galerie CONGO  
ARTS ET EXPRESSIONS

L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition à la Modernité

Siège social : 84 bd Denis-Sassou-N'Guesso immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville République du Congo.



## COUPE AFRICAINE DE LA CONFÉDÉRATION

## Etoile du Congo croisera Pyramids en tour préliminaire

Les Stelliens seront reçus, le 9 août, par le club égyptien de Pyramids FC en match aller avant de recevoir son adversaire à Brazzaville entre le 23 et 25 août.

L'adversaire de l'Etoile du Congo n'était pas encore connu quand la Confédération africaine de football a dévoilé le tableau du tour préliminaire de ses compétitions interclubs. En Ligue africaine des champions, l'AS Otoho croisera les Sud africains de Mamelodi Sundowns alors que dans le tableau de l'Etoile du Congo, il était marqué Egypte 2 avant que l'adversaire ne soit officiellement dévoilé.

Ce sera alors la première fois qu'un club congolais affronte



cette formation en compétition africaine. Le club qui va découvrir la compétition africaine s'est donné les moyens pour aller le plus loin pos-

sible. Les différentes étapes qui ont marqué l'histoire de cette formation prouve à suffisance que c'est un adversaire que l'Etoile du Congo

doit prendre au sérieux. Il est fondé en 2008 sous le nom d'Al Assiouty sport puis promu en premier League égyptienne pour la première fois en 2014 avant d'être relegué pour avoir gagné seulement deux matches sur les trente-huit au cours de l'exercice 2014-2015. Après avoir passé la saison suivante en second league, cette formation a retrouvé l'élite lors de la saison 2017-2018.

La fin de la saison marque un tournant décisif dans l'histoire du club. Il a été racheté par Turki Al Sheikh. Le 28 juin 2018 débute une nouvelle ère avec pour conséquence le changement de nom. Le club devient Pyramids FC et change d'ambi-

tions. Cette équipe, a-t-on appris, dispose d'une ossature de qualité bâtie autour de nombreux joueurs parmi lesquels ceux venant du championnat brésilien, des valeurs sûres du championnat égyptien et même quelques internationaux ayant participé à la Coupe du monde 2018.

La même source indique, par ailleurs, qu'« en l'espace de trente jours, ce sont trente-deux millions d'euros qui sont investis dans cette fonte du staff et de l'effectif. Il s'agit d'un record sur le continent africain », souligne Wikipédia. Le vainqueur de cette double confrontation recevra entre le 13 et 15 septembre le vainqueur CR Belouizdad d'Algérie- Coton du Tchad.

James Golden Eloué

## HANDBALL

## Le championnat national débute ce 4 août

Selon le calendrier de la Fédération congolaise de handball (Fécohand), les championnats nationaux de la discipline se dérouleront du 4 au 11 août prochains à Brazzaville, dans toutes les catégories.



Cara-Abo Sport, deux équipes participantes au championnat national

Après le déroulement des départementaux sur toute l'étendue du territoire national, l'heure est venue pour que les meilleurs clubs de chaque département s'affrontent pour déterminer le champion du Congo 2018-2019.

Ainsi, la cinquantième édition des championnats nationaux (en seniors hommes et dames, puis la dix-neuvième en juniors) regrouperont, durant une semaine, les équipes provenant de plusieurs localités du pays.

La Fécohand a publié, le 29 juillet, une note détaillant les quotas de participation de chaque ligue départementale à ces compétitions. De ce fait, six équipes sont qualifiées dans la catégorie des seniors hommes, notamment trois de Braz-

zaville et trois autres du département de Pointe-Noire. En seniors dames, seules les quatre premières équipes de Brazzaville et les deux meilleures de Pointe-Noire sont retenues. Cinq équipes de Brazzaville, deux de Pointe-Noire, deux de la Bouenza disputeront le titre de champion chez les juniors hommes. On trouvera dans cette catégorie les représentants de la Cuvette, de la Lekoumou et du Niari (un club chacun).

Du côté des juniors dames, neuf clubs seront à la quête de la couronne. Il s'agit de cinq équipes de Brazzaville, une de la Bouenza, une autre de la Cuvette, puis deux issues des départements de la Lekoumou et du Niari.

Rude Ngoma (stagiaire)

## ARRÊT SUR IMAGE



Mme Karen Waterston, la nouvelle responsable des opérations du parc d'Odzala, en compagnie de Iris Ntsonkino Guedou, administratrice du parc, a visité le 30 juillet, le Musée-galerie du Bassin du Congo. Bien avant, elle a été reçue en entretien par Mme Lydie Pongault, conseillère du chef de l'Etat à la Culture, art et tourisme.